



RESO CLIMAT MALI

Pacte environnemental
Pour un Mali nouveau



Pacte environnemental

Une initiative des Organisations de la Société Civile

INTRODUCTION

« La Terre ne nous a pas été léguée par nos ancêtres, elle nous a été prêtée par nos enfants ». Cette formule imagée nous interpelle sur l'état dans lequel nous laisserons « notre boule bleue » aux générations futures.

Nous ne pouvons plus attendre que les enjeux écologiques et climatiques soient enfin considérés comme une priorité. Dans un monde frappé par le chômage, la précarité et l'exclusion, le péril écologique n'est pas nécessairement perçu comme la plus grave des menaces. Or, les experts sont unanimes et formels, nous sommes face à une crise écologique sans précédent : changement climatique, extinction des espèces, épuisement des ressources, raréfaction et contamination de l'eau, pollutions, maladies émergentes...

L'humanité toute entière est menacée et les populations les plus démunies sont et seront encore les premières frappées. L'ensemble des facteurs de la crise écologique amplifie les tensions et en génère de nouvelles, insécurité sociale et sanitaire, fragilisation économique, migrations nationales et internationales, conflits pour l'accès aux ressources... Ignorer l'impératif écologique ou le traiter à la marge, reviendrait à laisser les problèmes sociaux et les inégalités mondiales s'aggraver. L'avenir de la planète et de ses habitants dépend désormais de nous. Soit nous décidons d'entreprendre sérieusement le changement auquel la réalité nous contraint, soit nous subissons ces

chocs de plein fouet sans pouvoir les maîtriser progressivement.

Aujourd'hui, nous avons la chance unique d'engager une profonde mutation économique, sociale et culturelle de nos sociétés, en nous appuyant sur une mobilisation collective.

Les Changements Climatiques (CC) représentent pour le Mali un très grand défi. Ils touchent et menacent déjà des secteurs clefs pour le développement du pays que sont l'eau, l'agriculture, l'élevage, la pêche, les forêts et la santé. Le devenir du Mali et des politiques qu'il met en œuvre pour sortir du sous développement reste tributaire de sa capacité à faire face à ce nouveau phénomène. Plus que jamais conscientes de ce fait et de leur rôle de veille et d'acteurs du changement, les Organisations de la Société Civile malienne proposent que la société malienne toute entière s'engage autour d'un « Pacte environnemental ».

Il s'agira d'un contrat entre les Maliens et ceux qui briguent la magistrature suprême, allant dans le sens du changement de cap. Le futur Président de la République prendra ainsi publiquement l'engagement d'œuvrer avec tous les acteurs pour un « Mali environnemental nouveau ». Les organisations de la Société Civile quant à elles s'engagent à œuvrer à la mise en place d'un partenariat avec le futur Président du Mali afin de l'appuyer et de l'assister dans ses actions.

LE PACTE ENVIRONNEMENTAL, UN CONTRAT MORAL ENTRE LES GOUVERNANTS ET LE PEUPLE MALIEN

Tout comme les autres pays de la planète terre le Mali de façon beaucoup plus aigüe faisait déjà face à des crises environnementales et sociales se manifestant par les problèmes de développement classique (lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire) auxquels sont venus se greffer les impacts négatifs des changements climatiques (sècheresses, précipitations incertaines, déforestations, utilisation inefficace des terres, la perte drastique de la biodiversité et des services écosystémiques etc.) et le défis nouveaux et émergents (l'impact négatif des changements climatiques, la raréfaction de l'eau, l'appauvrissement de la biodiversité et des écosystèmes, la désertification, la faible résistance aux catastrophes naturelles, la possibilité de ne pas atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement, la crise énergétique, la crise alimentaire, le peu d'avantages tirés de la mondialisation, la question sanitaire, la crise financière mondiale, le trafic et la piraterie, la faible taux de pénétration des TIC, l'urbanisation, la nécessité de concevoir de meilleurs mécanismes de réponse aux catastrophes).

Et comme si cela ne suffisait pas comme fardeau, depuis

plus d'une année il est confronté à des crises socio-politiques caractérisées par une instabilité sécuritaire et institutionnelle chronique jamais vécue dans son existence.

Cette crise n'est que la suite logique de longue date des conditions structurelles telles que la faiblesse des institutions de l'État, la mauvaise gouvernance; la fragile cohésion sociale, de profondes frustrations au sein des communautés; une société civile faible, mais dynamique, et les effets de la dégradation de l'environnement, le changement climatique et les chocs économiques.

Le Mali, comme les autres pays de l'Afrique pauvre, est profondément tributaire des ressources naturelles pour sa croissance et son développement.

En préface du rapport de l'Africa Progress Panel Koffi Anane disait : « L'Afrique se trouve face à une immense opportunité. Allons-nous investir les recettes tirées de nos ressources naturelles dans nos populations, pour créer des emplois et générer de nouvelles possibilités pour les millions d'individus des générations actuelles et futures ? Ou bien allons-nous gaspiller ces ressources en permettant une croissance sans emplois et en laissant les inégalités s'installer ? » Et à Michel Candessus de s'exclamer « Toutes ces richesses détournées, c'est un crime »

Les Maliens dans leur grand ensemble, aspirent à un changement notoire du mode de gouvernance longtemps imprimée à la direction de leur pays. Il faut agir car le Mali ne saurait plus être gouverné comme autrefois.

Le peuple veut désormais mesurer l'action gouvernementale et le meilleur outil de mesure est le pacte que les aspirants à la gouvernance de notre pays doivent pouvoir signer et s'engager sur l'honneur à respecter. Puisqu'il n'y a de développement durable sans gestion durable et équitable des ressources naturelles, Le Reso Climat Mali creuset de plus de 100 ONG et Associations de développement en partenariat d'autres Réseaux d'acteurs de la Société Civile propose ce qu'il a appelé : **LE PACTE ENVIRONNEMENTAL.**

Promouvoir un environnement sain pour un développement durable, viable et équitable pour tous au Mali exige la prise en compte des contraintes écologiques et climatiques dans les politiques, programmes et projets développement.

La pensée dominante du développement vue seulement sous l'angle de la croissance économique doit être repensée car l'urgence déjà en épée de Damoclès sur nos têtes est annoncée avec force funeste par les experts.

Elle s'appelle : changements climatiques, extinction des espèces, épuisement des ressources naturelles, contamination de l'eau, pollution, maladies émergentes, instabilité sécuritaire et institutionnelle etc.

Ignorer l'impératif Environnemental ou le traiter à la marge équivaldrait à laisser les problèmes sociaux s'accumuler et s'aggraver.

L'avenir de ce pays nous importe et dépend entièrement de ce que nous voudrions qu'il soit. Soit nous décidons d'entreprendre sérieusement le changement auquel la réalité nous contraint, soit nous subissons ces chocs de plein fouet et nous installeraient dans une station de course poursuite sans fin.

Objectif Global

Contribuer à la promotion d'un environnement sain pour un développement durable, viable et équitable pour tous au Mali.

Objectifs spécifiques

- Développer une masse critique de soutien par la mobilisation des acteurs de la société civile (ONG et Médias) des populations
- Interpeller les candidats à l'élection présidentielle et aux législatives afin qu'ils fassent de l'environnement une priorité de leur projet de gouvernance
- Ouvrir le débat en proposant aux candidats les 10 principes directeurs sur lesquels ils s'engagent
- Inviter les candidats à manifester leur engagement par la signature publique du pacte environnemental au cours de la nuit du téléthon

Méthodologie

L'action citoyenne sur le Pacte Environnemental est un évènement unique en son genre et qui mérite qu'on lui accorde toute la plénitude de son importance. Dans son fondement initial, elle vise un changement de comportement des décideurs sur les priorités environnementales qui impactent à la fois les populations, la société civile, les gouvernants, les politiques et administratifs avec comme témoin l'opinion internationale. A cet effet, sa lecture s'effectue au détail des activités qui la compose.

En 1^{er} temps.

Le lancement.

Il se fera à travers une conférence de presse, à laquelle seront invités tous les candidats potentiels à l'élection présidentielle, les journalistes nationaux et internationaux (presse écrite, télévision et radio) représentants des partenaires techniques et financiers, citoyens.

Il aura pour but d'informer l'opinion publique nationale et internationale du lancement officiel de l'Action Citoyenne : le Pacte Environnemental pour une gouvernance du développement durable au Mali.

Cet exercice sera mené dans chaque chef-lieu de région du pays (si nécessaire) :

- Renforcement des capacités des acteurs d'ONG et media.

Atelier d'information et de sensibilisation: Il se manifestera par l'organisation d'un atelier à l'intention surtout des hommes de media. Des communicateurs seront invités, pour informer les journalistes et les acteurs ONG sur les dangers que nous courrons en cas d'inaction pour la sauvegarde de l'intégrité environnementale :

- CSCR et environnement
- Engagements internationaux
- Mines et environnement
- Gestion des ressources forestières et enjeux énergétiques



- Le sort des forêts classées, parcs nationaux et réserves de faune
- Agriculture, investisseurs privés et environnement
- Etc.

Les efforts déployés par le Mali, jusque-là et le long sentier qui reste à parcourir seront enseignés. Les apprenants auront à prendre connaissance de ce qu'est le Pacte Environnemental. Au sortir de l'atelier ils seront dotés de la connaissance nécessaire à la large diffusion pour mobiliser le peuple malien à la défense du Pacte Environnemental.

Développement d'une masse critique de soutien au Pacte Environnemental

Emissions audio visuels : Les émissions de grande audience à travers les télévisions (chaîne 1, chaîne 2, Africable), les radios nationales et privées seront examinées, les plus en mesure de véhiculer nos messages seront choisies et seront les cadres d'animation pour informer plus amplement à la fois l'opinion nationale et internationale des buts, des objectifs et des résultats attendus de l'action citoyenne : Pacte Environnemental.

Ces cadres seront animés par des personnes ressources puisées dans le vivier des acteurs de l'environnement tant nationaux qu'internationaux.



Le débat : Les candidats à l'élection présidentielle seront invités à la télé, à la radio pour soutenir les motivations qui sont les leurs et qui justifient leur volonté de briguer la magistrature suprême de notre pays. Ils seront particulièrement questionnés sur ce qu'ils savent de la gestion de l'environnement au Mali et quels seront leurs propositions pour l'instruire en priorité comme facteur de développement durable. Ils feront part de leurs points de vue sommaires des principes qui constituent le socle du pacte environnemental qui va leur être proposé. Ils feront aussi une analyse critique des politiques et actions clés menées déjà au Mali en matière d'environnement et de développement durable.

La signature du pacte par les candidats :

Une soirée gala sera organisée sous l'intitulé d'une nuit de l'environnement. Durant deux heures en direct de la télévision, les candidats qui auront reçu en avance et par courrier le Pacte Environnemental, seront amenés à se prononcer individuellement.

Il sera proposé au cours de cette nuit de l'environnement l'aide des personnes ressources aux cœurs généreux à faire dons de quelques francs en leur mesure pour aider à restaurer les forêts classées, les infrastructures inscrites au Patrimoine mondial en danger, ou à venir en aide aux éléphants du Gourma qui ont subi eux aussi les exactions des bandits armés et pourquoi pas la boucle du Baoulé



qui connaît une pression sans précédents à tel point de menacer l'existence de certaines espèces endémiques.

Des artistes nationaux et internationaux seront de la fête pour y apporter leurs empreintes à cette nuit écologique

A la fin du téléthon, les candidats seront invités individuellement pour signer publiquement avec le monde en témoin le Pacte environnemental

2^{ème} Temps

Création d'un site web : les candidats recevront, chacun par courrier le Pacte environnemental. De cet envoi les organisations de la société civile attendront de chacun sa réponse qui sera publiée et consultable sur un site web qui va être créé pour la circonstance.

Des articles, photos et documentaires films témoignages des menaces environnementales au Mali qui seront produits diffusés et postés sur le site : catastrophes de l'orpaillage et des mines qui ne respectent pas leurs plans de gestion environnementale ; forêts classées dévastées ; villes sales ; fleuve en danger ; reboisement fantoches ; faune sauvage saccagée ; karité en danger etc.





3^{ème} Temps

Fenêtre interactive du Pacte Environnemental :

Ce site internet accessible à tous et à toutes, va permettre à chacun de comprendre la démarche du Pacte et d'apprécier la place occupée par les enjeux environnementaux et climatiques au cœur de la campagne électorale.

Ce site ouvert pour tout le monde, permettra en outre :

- De signer le Pacte Environnemental en ligne ou en document physique
- De s'informer sur les 10 principes, disponibles sous forme résumée
- De réagir sur le Forum
- De prendre connaissance à tout moment du positionnement des candidats et de leurs réponses aux 10 principes.

Chaque candidat va disposer d'un espace propre à lui pour répondre aux interpellations, aux questions. Ils auront également la possibilité de mettre en ligne tout document qu'ils jugent nécessaire à la compréhension de son engagement à briguer la magistrature suprême du pays.

Lettre ouverte au Futur Président de la République du Mali

Mesdames, Messieurs les candidats à la Présidence de la République du Mali.

Notre Pays, le Mali vient de vivre la crise sécuritaire, institutionnelle et politique la plus grave de son existence. Le... pays se trouvait déjà dans une situation de précarité liée aux questions de développement et de climat auxquels viennent se greffer les effets des défis nouveaux et émergents.

Sachant que le socle économique du Pays est l'agriculture qui mobilise plus de 75% de la population active et vivant en milieu rural.

Sachant que l'urbanisation galopante de la ville de Bamako, ainsi que les autres villes du Mali devient de plus en plus un défi à relever, pour qui connaît l'impact de cette problématique sur les espaces ruraux en réduisant le potentiel de terres agricoles des communautés rurales.

Mesdames, Messieurs les candidats, Nous, Organisations de la Société Civile, souhaitons que le présent document soit un cadre d'interaction itératif qui permet de mettre en place un espace de dialogue permanent sur la question de la gouvernance environnementale qui nous interpelle tous.

Mesdames, Messieurs les candidats, Nous, Organisations de la Société Civile, par la présente lettre vous invitons à débattre sur les principes directeurs du Développement Durable du Mali lors d'une nuit environnementale, un évènement qui réunit tous les candidats aux élections présidentielles. La nuit envi-

ronnementale, un espace d'information, d'interpellation, de dialogue et d'échanges d'expériences des acteurs en matière d'initiatives en faveur de la protection et de la conservation de l'environnement. Il servira de tremplin pour la mobilisation de tous les acteurs autour de la problématique de protection et de la gestion efficace et efficiente des ressources naturelles.

Un état d'urgence planétaire

Mesdames, Messieurs les candidats, au moment où vous démontrez votre engagement politique en vous présentant au poste de Président de la République, le Mali a rendez-vous avec son avenir. Le Mali est aujourd'hui menacé par une crise environnementale et énergétique sans précédent qui amplifie et accélère toutes les tensions sociales. Comment l'éviter ? Nous n'avons pas d'autre alternative que d'engager une profonde mutation économique, sociale et culturelle de nos sociétés, qui s'appuie sur la mobilisation collective. L'avenir de la planète et de ses habitants dépend désormais de la manière dont nos sociétés vont se conduire. Nous devons impérativement opérer une évolution en profondeur vers d'autres façons de produire, de travailler, de consommer, de se nourrir, de se loger, de se déplacer...

Les bouleversements liés aux changements climatiques ou aux pénuries de ressources sont déjà là. L'ensemble des observations scientifiques le confirme. L'humanité toute entière est menacée. Les populations les plus démunies sont les premières frappées par les innombrables sécheresses, inondations ou cyclones, dont les terribles images sont entrées dans la banalité de notre quotidien télévisuel. C'est la raison première de l'urgence de la mobilisation.

Dans un monde frappé par le chômage, la précarité et les exclusions, le péril environnemental n'est pas nécessairement perçu comme la plus grave des menaces. Pourtant l'ensemble

des facteurs de la crise environnementale amplifie les tensions et en génère de nouvelles : insécurité sociale et sanitaire, fragilisation économique, migrations nationales et internationales, conflits pour l'accès aux ressources.

Loin d'ignorer les enjeux sociaux et les inégalités mondiales, nous voyons que l'impératif environnemental permet de les prendre en compte pour éviter de les aggraver. Ce n'est pas une priorité, c'est la priorité. La crise environnementale, parce qu'elle est inédite et d'une ampleur inégalée, pose des questions et suggère des réponses qui vont au-delà des clivages politiques. Elle ne peut plus être un objet de stratégie électorale. Elle est une cause commune.

Le défi environnemental, une chance unique
Le progrès s'est transformé en risque pour l'humanité, mais le risque peut à son tour devenir une chance. Nous avons les cartes en main.

Nos capacités techniques mettent d'ores et déjà à notre disposition des outils pour réagir. Nous savons économiser l'énergie, produire proprement et recycler.

Le moment est venu de passer à l'acte à grande échelle. Les mesures nécessaires, si contraignantes qu'elles puissent paraître aujourd'hui, généreront demain une fantastique créativité industrielle, stimuleront la recherche scientifique, découvriront de nouveaux gisements d'emploi.

La « révolution » écologique est porteuse de nouvelles activités, d'une nouvelle ère économique et sociale, et d'amélioration de la condition humaine.

La prise de conscience progresse. Les signes d'encouragement se multiplient : les Organisations de la Société Civile(OSC) ont déjà mobilisé beaucoup de citoyens qui souhaitent que la protection de l'environnement soit inscrite parmi les objectifs prioritaires du futur Président à travers la signature des pétitions et la distribution de livrets. Le message est clair ! A vous maintenant de choisir de vous engager dans ce combat, d'encourager un mouvement collectif vers une mutation des structures de la société et des comportements de chacun.

C'est l'heure de la vérité et de l'action
L'emploi, l'activité économique, la solidarité, la démocratie, le bien-être de tous en dépendent.

- Quelles sont aujourd'hui vos propositions ?
- Ferez-vous des enjeux environnementaux une priorité nationale ?

Il est temps, mesdames et messieurs les candidats, de passer enfin à l'action. Notre avenir à tous dépend de vos choix.

La première décision à prendre, Madame, Monsieur le futur président de la République, est d'enclencher la dynamique collective, en rassemblant tous les Maliens décidés à relever le principal défi du temps présent. Le Pacte environnemental est soumis à l'adhésion et à la signature de tous ceux qui le souhaitent. Il n'est ni un accord entre appareils politiques ni un programme de gouvernement, mais l'affirmation d'une volonté collective. C'est une première étape dans la mobilisation populaire.

Signez le Pacte environnemental.



Qu'est-ce que le Pacte Environnemental ?

Il s'agira d'un engagement entre les citoyens Maliens et les décideurs (actuels et Aspirants) de la gouvernance de leur pays. Cet engagement contractuel s'inscrit dans la dynamique de changement voulu et s'expliquant par le film des derniers évènements résultats de plusieurs décennies de mauvaise gouvernance. Désormais le Président de la République du Mali prendra publiquement l'engagement de faire de la gestion de l'environnement et du développement durable une priorité d'action gouvernementale.

Principe 1 :

Une Économie vers une logique de durabilité : Concevoir le développement économique sur une base d'innovation et de durabilité en donnant une place importante à la création d'emplois et à la maîtrise de l'ensemble du processus par des mécanismes de gouvernance transparents

Principe 2 :

Énergie : Organiser la baisse de la consommation des sources d'énergies fossiles. Prioriser l'utilisation des énergies renouvelables pour la satisfaction des besoins énergétiques et l'efficacité énergétique. Atténuer les émissions des gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement climatique en réduisant de façon substantiel l'utilisation des énergies fossiles ou en rendant leur utilisation plus efficace.

Principe 3 :

Agriculture durable ou Produire autrement : Concilier l'ambition de la production agricole optimale avec le respect

de l'environnement, du travail du paysan (valorisation du savoir local et l'utilisation des technologies adaptées), préservation des droits des exploitants familiaux, de la qualité des produits et de la santé

Principe 4 :

Aménagement du territoire : Amener chaque centre urbain et péri urbain à prendre en compte dans leur Schéma d'aménagement ou plan d'urbanisation les effets des changements climatiques. Préserver l'espace urbain, péri urbain, rural et naturel. Lutter contre l'étalement urbain anarchique.

Principe 5 :

Contrôle des pollutions & des nuisances : Amener l'Etat à doter l'ensemble des services techniques de moyens et de compétences pour la mise en œuvre des réglementations sur lesquelles le Mali s'engage : Eviter que le Mali ne soit un dépotoir de produits périmés et polluants en prenant des mesures réglementaires fixant les conditions de gestion des produits importés au Mali. Réduire la demande en transports fortement consommateurs de pétrole et grands émetteurs de gaz à effet de serre (camions, automobiles et avions), encourager les transports moins polluants (trains, transports en commun, transport fluvial, vélo).

Principe 6 :

Polluer Payeur : Amener l'Etat à établir le véritable prix des services rendus par la nature, faire apparaître le coût économique réel des activités humaines, supprimer les subventions publiques entraînant la dégradation de l'environnement, réorienter le budget vers le développement durable.

Principe 7 :

Biodiversité : Rendre plus opérationnel la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de diversité biologique, promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), la préservation du patrimoine naturel dans la stratégie globale de développement durable. Faire des ressources environnementales du Mali un potentiel de développement avec la création d'un réseau environnemental national qui relierait entre eux tous les espaces protégés et garantirait leurs fonctions environnementales. Rendre plus opérationnelle la politique de prévention, en particulier en ce qui concerne l'alimentation, l'emploi des pesticides et des OGM pour la sécurité de la population.

Principe 8 :

Santé : Evaluer le poids des dégradations environnementales dans le coût global de la prise en charges des maladies, prendre des dispositions pour la mise en œuvre de la politique de biosécurité au Mali.

Principe 9 :

Recherche : Faire de l'environnement un moteur pour l'innovation. Mettre la recherche en cohérence avec les principes de développement durable. Favoriser les liens entre les disciplines.

Principe 10 :

Politique nationale et internationale : Intégrer la culture de la redevabilité dans les modes de gouvernance nationale et prendre l'initiative d'ériger en priorité diplomatique les défis environnementaux et les menaces qui pèsent sur la sécurité, nationale et mondiale

Recommandations :

- Le Futur Président de la République du Mali s'engage à faire de la gestion de l'environnement et du développement durable une des priorités de son action gouvernementale.
- Les organisations de la société civile quant à elles s'engageront à œuvrer dans la mise en place d'un partenariat avec le Président de la République afin de l'appuyer et l'assister dans ses actions tout en jouant leur rôle de comité de veille au respect des engagements.

